

Socialisons les biens communs

Pour que le peuple retrouve sa souveraineté

Pour mettre fin à la vente à la découpe de la France, de nos services publics et des entreprises utiles à l'ensemble de la population et qui ont été financées par nos impôts, et pour empêcher la remise en question de leur gestion par chaque nouveau gouvernement tenté de les détruire aux profits d'intérêts privés.

C'est pour cela qu'à l'inverse des nationalisations qui ne protègent en aucun cas des privatisations décidées par des gouvernements élus et soumis à des intérêts particuliers nous proposons la socialisation des biens communs.

Socialisation nous entendons par là que tout ce qui est commun soit contrôlé et géré :

---1/3 par les élus du parlement au prorata des différents groupes politiques représentés

---1/3 par les représentants élus des personnels de ces services et entreprises publics

---1/3 par des représentants d'associations d'usagés

Cela concernerait immédiatement les entreprises et services publics comme la SNCF, la RATP, les universités, l'éducation, la santé, l'énergie, la culture, mais aussi les radios et télévisions publiques, etc ... ainsi que les forces de l'ordre.

Le même type de gestion pourrait être étendu aux régions, aux départements et aux métropoles en confiant le premier tiers de cette gouvernance aux élus régionaux, départementaux ou des métropoles, et toujours en gardant le deuxième tiers aux représentants des personnels et le troisième tiers aux usagés.

Et dans un deuxième temps pourquoi ne pas étendre ce genre de réflexion aux entreprises privées de plus de 50, 100 ou 200 salariés :

---1/3 des décisions à l'initiative des dirigeants ou des actionnaires suivant des règles à établir *

---1/3 par les représentants des personnels

---1/3 par des associations de consommateurs

Sur le même principe l'on pourrait créer une grande banque socialisée !

Avec ce type de gestion les autoroutes n'auraient jamais été privatisées, il n'y aurait pas eu 58 suicides chez France Telecom et Gaz de France nous appartiendrait toujours !

Par contre pour la sécu, les retraite et le chômage nous pensons que c'est à l'ensemble de la communauté des travailleurs (salariés, fonctionnaires, retraités, sans emplois) que les choix incombent.

Nous lançons le débat sur ces sujets en espérant que chacun les fera évoluer afin de jeter les bases d'une société qui commencerait à rompre avec le modèle capitaliste.

Pour cela nous n'avons aucunement besoin d'attendre de sortir de L'UE, sortie qui nous prendrait du temps et de l'énergie. Nous sommes la deuxième économie de l'UE, sans nous l'UE n'existe plus, alors si nous ne respectons pas les traités, l'UE n'a aucun moyen de nous y obliger, elle est obligée de chercher un compromis ou de nous forcer à partir ... ce qui signifie la fin de l'UE ! Par contre de telles reformes sur la gestion de notre pays pourraient donner des idées à d'autres et être à l'origine d'une véritable contagion.

N'oublions pas que c'est la même caste parasitaire qui dirigent l'UE et l'économie française !

Des citoyens et citoyennes engagés

* par exemple l'actionnaire majoritaire ne peut avoir plus de 10% des droits de vote et l'ensemble des petits porteurs ne peuvent avoir moins de 10% de ces droits